

Allocution de M. Tony DREYFUS,
Secrétaire d'État

Mesdames,

Messieurs,

Au sein de ce gouvernement, étant un ministre sans portefeuille, il m'arrive d'accomplir des tâches que je n'avais pas prévues. Aujourd'hui il s'agit de remettre la Coupe du français des affaires. Je m'en réjouis car vous le savez, le Premier ministre s'est penché lui-même sur ce problème de la langue française et il a souhaité, lors de la constitution de son gouvernement qu'il y ait un ministre de la francophonie ; d'où ma présence ici, quoique un peu surprenante : je fréquente beaucoup le ministère des finances, m'occupant davantage d'affaires économiques, je ne pensais pas y intervenir dans ces conditions mais j'en suis très honoré.

En fait, depuis l'année de sa création en 1988, la Coupe du français des affaires est devenue ce que nous appelons un événement francophone. Cette année, ce sont des lauréats de l'Île Maurice, de la Nouvelle Calédonie, de la Polynésie française, de la Guyane française qui vont ici être honorés. Mais pour la première fois, vont s'y ajouter des représentants des entreprises, des journalistes, des auteurs et des éditeurs, des administrations mais aussi des institutions qui ont le mieux fait connaître les mots d'aujourd'hui de l'économie et de la gestion et qui ont intégré les concepts les plus modernes afin de mieux communiquer dans une langue claire, dans une langue rigoureuse. C'est ainsi que pourra être reconnu le rôle des décideurs et des médias dans la pratique et la maîtrise de la langue française mais aussi dans la pratique et la maîtrise de toutes les langues car tout acte commercial se caractérise d'abord et aussi par l'écoute et le respect de l'autre, mais aussi par la pratique de sa langue. C'est dans cet esprit qu'il m'apparaît important de préciser que cette Coupe n'est pas organisée contre l'anglais, l'ennemi héréditaire mais bien pour le français. Trouver, puis faire aimer les mots qui conviennent, lier aussi l'économie et la culture, tel était l'objectif de l'épreuve qu'ont subie les élèves, les étudiants en économie et gestion invités à participer à la recherche de l'excellence dans la maîtrise de la communication. Car une langue efficace ne doit-elle pas refléter toutes les réalités de son temps, que ces réalités soient culturelles, économiques, scientifiques, techniques, commerciales et administratives, voire même internationales ? C'est ainsi que la mercatique, la coentreprise, le capital-risque entrent dans les documents officiels et les ouvrages d'enseignement pour y remplacer, et nous pensons avantageusement, qui le "marketing", qui la "joint-venture", qui le "venture-capital". Je voudrais saluer ici, cette efficacité tenace, discrète de tous ceux qui œuvrent sans relâche en ce sens. Ceux-là sont nombreux, ils peuvent agir sans discontinuer, mais ils n'occupent pas toujours le devant de la scène. Je voudrais souligner également le rôle assez fondamental joué par le partenariat, partenariat réalisé entre le ministère de l'économie, des finances et du budget, et le ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, ainsi que le travail en aucun cas négligeable qui a été réalisé dans les commissions de terminologie, commissions à vocation ministérielle.

Je dois aussi témoigner de l'appui essentiel des entreprises, appui sous forme de mécénat, appui des éditeurs qui offrent de remarquables ouvrages, appui des institutions qui

patronnent cette manifestation ; je cite bien entendu le Haut Conseil de la Francophonie et l'Agence de Coopération Culturelle et Technique qui offre un séjour en France aux lauréats. Je dois aussi signaler que lors de la Semaine de la Francophonie qui vient d'avoir lieu à Stockholm, les universités d'Uppsala et de Stockholm ont souhaité que le Coupe francophone des affaires soit organisée en Suède en 1991. Voilà donc une initiative, Mesdames et Messieurs, pleine de promesses, pleine d'avenir, initiative qui ne peut qu'encourager le gouvernement s'il en était besoin, à soutenir avec vigueur ce que le Président de l'APFA Jean Marcel Lauginie appelle la pédagogie du mot nouveau, pédagogie chèrement recherchée, poursuivie par votre association, l'association constituée pour promouvoir le français des affaires.

Voilà, Mesdames et Messieurs, le propos par trop convenu que je voulais vous tenir, et en conclusion, je vous dirai simplement qu'il n'y a guère de conseils au gouvernement où chaque mercredi matin n'est évoquée la réalité francophone, la nécessité d'encourager cette réalité, où n'est évoqué le fait que dans tel gouvernement, apparemment éloigné de la France, un tiers des ministres sont francophones. Je cite le cas de l'Égypte, évoqué mercredi dernier par M. Alain Decaux, de retour du Caire, et je crois donc que la volonté d'étendre au marché des affaires, que je connais un peu, l'utilisation du français est une chance pour nous, est une chance pour vous et que vous devez être ici récompensés et remerciés des efforts que vous avez consentis, ne serait-ce qu'en participant à ce concours.

Merci.